

B. L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France

1) La Révolution industrielle

- 1.1) Les innovations technologiques de la première Révolution industrielle
- 1.2) Les nouvelles formes de production
- 1.3) Une nouvelle organisation du travail

2) Ses conséquences territoriales

- 2.1) Nouveaux réseaux, nouvelles infrastructures
- 2.2) L'exode rural et la spécialisation des campagnes
- 2.3) L'urbanisation

3) Ses conséquences sociales

- 3.1) Les transformations de la population active
- 3.2) La question sociale
- 3.3) Les nouvelles idéologies

Points de passage

Paris Haussmannien : la transformation d'une ville

Les frères Pereire, acteurs de la modernisation économique

25 mai 1864 : le droit de grève répond à l'une des attentes du mouvement ouvrier

B. L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques et sociales en France

Pages 114-139

Lithographie p114-115 « Vue du palais de l'industrie, 1855 »

Vocabulaire et notions

Industrialisation	Libéralisme
Paternalisme	Proto-industrialisation
Question sociale	Socialisme
Société anonyme	

Acteurs

Saint-Simon (1760-1825)	Georges-Eugène Haussmann (1809-1894)
Jacob (1800-1875) & Émile Pereire (1806-1880)	Karl Marx (1818-1883)
Louis Napoléon Bonaparte, Napoléon III (1808-1873)	Pierre Joseph-Proudhon (1809-1865)

Dates

1760-1770 : Décollage industriel du Royaume-Uni	1807 : premier bateau à vapeur
1813 : Première locomotive à vapeur	1837 : Première ligne de chemin de fer de voyageurs en France
1848 : Le manifeste du parti communiste de Marx & Engels	1851 : Première exposition universelle à Londres
1852 : Création du Crédit immobilier des frères Pereire	1852 : ouverture du grand magasin le Bon Marché à Paris
1853-1869 : travaux d'Haussmann à Paris	1860 : traité de libre-échange avec le Royaume-Uni
1863 : Fondation du Crédit Lyonnais	1864 : reconnaissance du droit de grève
1864 : Réunion de la première internationale à Londres	

Problématiques

Quelles sont les caractéristiques de la révolution industrielle ?

Quelles sont les conséquences des innovations technologiques sur l'aménagement du territoire ?

Quelles sont les conséquences sociales consécutives à l'émergence de la civilisation industrielle ?

Introduction

A la fin du XIX^e siècle, le patron du Creusot **Henri Schneider** accorde un entretien au journaliste **Jules Huret**. A la question suivante « *Croyez-vous que la concentration des capitaux et des moyens de production a atteint son maximum ou doit encore se développer ?* », le célèbre maître de forges répond « *Il n'y a pas de maximum ! Ca marche toujours, ça n'a pas de bornes, ça !* »

Sous le Second Empire, la France connaît une **industrialisation** spectaculaire qui va durablement transformer le territoire national et la société française. C'est le passage de la France brossée par Balzac à celle présentée dans l'œuvre de Zola.

La deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est l'ère de la machine et de l'usine, du réseau de chemin de fer et des réseaux bancaires, du patronat et de la classe ouvrière, des mutations urbaines. Par l'ampleur des bouleversements géographiques & sociaux, on parle de **révolution industrielle**. Il s'agit plutôt d'une évolution irrégulière qui est loin de se généraliser à toute la France & à tous les Français. Des activités économiques traditionnelles perdurent et cohabitent avec toutes les formes historiques d'industrie. Néanmoins, malgré la diversité des situations, la **civilisation industrielle** s'impose avec des pratiques et des hiérarchies nouvelles. Mais l'industrialisation, processus complexe de **généralisation de la rationalisation**, provoque aussi des résistances et génère des tensions et de nombreuses critiques.

Les acteurs sont nombreux : l'action politique de **Napoléon III**, personnellement intéressé par les questions économiques et sociales, des préfets bâtisseurs comme **Haussmann** à Paris, des entrepreneurs dynamiques comme **les frères Pereire**, d'ingénieurs qui multiplient les innovations, mais aussi de milliers d'ouvriers qui se concentrent dans les usines des nouvelles régions industrielles.

1) La Révolution industrielle

Photographie « **Vues de l'usine du Creusot** »

On distingue deux révolutions industrielles qui correspondent chacune à des phases de transformations techniques intenses. Chacune d'elles associe des sources d'énergie dominantes, des branches industrielles nouvelles & d'autres motrices, des processus de fabrication et de gestion du travail différents.

1.1) Les innovations technologiques de la première Révolution industrielle

On considère que la première révolution industrielle commence vers 1780 et se développe tout au long du XIX^e.

L'innovation technique majeure est la **machine à vapeur** de l'Écossais **James Watt** (1769) qui permet la **mécanisation de nombreuses activités** (machines textiles, nouvelles techniques de fabrications de l'acier et de la fonte).

La source d'énergie dominante est le **charbon** exploité dans les nombreuses houillères des « pays noirs » européens.

Les branches traditionnelles s'industrialisent et deviennent motrices (textile, alimentaire, habillement, bâtiment et travaux public) tandis que de **nouvelles branches se développent** (sidérurgie, chimie, industrie mécanique et industrie électrique)

L'ensemble est stimulé par le développement du transport ferroviaire, première locomotive à vapeur en 1813, et naval, premier bateau à vapeur en 1807.

1.2) Les nouvelles formes de production

L'utilisation croissante des machines (**machinisme**) dans les processus de production impose une concentration de l'activité dans des usines de plus en plus grandes. A la **proto-industrie** du XVIII^e (atelier, travail domestique), se superpose l'industrie moderne qui s'implante préférentiellement à proximité des sources d'énergie (houillères du Nord, de l'Est, du Massif central,) et des gisements de matières premières (minerais de fer, betterave à sucre)

Les entreprises grandissent en surface pendant toute la période et améliorent en permanence la productivité et la production.

Cette industrialisation (que l'on peut définir comme un processus complexe et généralisé de rationalisation) s'est faite dans le contexte du **capitalisme libéral**.

La taille des entreprises augmentant, elles ne sauraient être familiales comme autrefois. Si souvent, elles s'appuient sur une famille (**Schneider, De Wendel...**), en réalité elles sont de plus en plus des **sociétés anonymes**. Pour lever les fonds nécessaires à la construction de grandes usines, le **capital est divisé en actions** : chaque actionnaire prend part aux bénéfices de l'entreprise au prorata de son apport de capital, c'est le dividende. La valeur des actions qui peuvent s'échanger est déterminée à la **Bourse** par la loi de l'offre et de la demande. Ainsi la Compagnie des chemins de fer du Nord contrôlée par les banquiers **Rothschild** compte 200 000 actionnaires en 1850.

De plus, les entreprises ont recours à l'emprunt pour s'agrandir ou se moderniser. **Les banques d'affaires** se spécialisent dans l'industrie (1852, création du Crédit immobilier des frères **Pereire**) et concurrencent les hautes banques plus anciennes comme celle des **Rothschild**. Enfin les **banques de dépôts** (fondation du Crédit Lyonnais en 1863) préfèrent réunir l'argent des épargnants pour prêter aux entreprises.

1.3) Une nouvelle organisation du travail

Les méthodes de gestion du travail s'organisent désormais autour des machines et des chaînes de production.

On évoque une **militarisation du travail** car chaque tâche est rationalisée dans le cadre d'une **stricte organisation** : horaires fixes, spécialisation des fonctions et chronométrage. C'est à ces conditions que la productivité augmente tout au long du XIX^e. Une **hiérarchie rigide** ordonne les relations entre les salariés de l'usine : patron et directeurs, ingénieurs, contremaîtres, chefs d'équipe, ouvriers.

Les conditions de travail sont difficiles : bruit assourdissant, chaleur étouffante, accidents fréquents, longue journée.

Les nouveaux **ouvriers** qui viennent souvent des bourgs ruraux ont bien du mal à se plier aux exigences de ces nouvelles formes du travail. La généralisation du **salarial** permet au patronat de fidéliser une main d'œuvre parfois rétive.

Point de passage p124-125 « Les frères Pereire, acteurs de la modernisation économique »

La trajectoire des frères **Pereire** illustre le rôle des **capitaines d'industrie** entrepreneurs qui multiplient les investissements dans de nombreuses activités économiques :

Banque et assurance, immobilier, développement des stations balnéaires et thermales, transport ferroviaire et maritime, boisements, houillères, chantiers navals.

2) Ses conséquences territoriales

Carte p 117 « Le développement économique du territoire français sous le Second Empire (1852-1870) »

L'introduction des nouvelles technologies est à l'origine de la constitution de **réseaux** sur le territoire. La **vitesse** augmente pour le transport des marchandises et des hommes (**chemin de fer**), mais aussi pour la communication des informations (**télégraphe**). Les points nodaux des réseaux se constituent et se renforcent, notamment les **villes** dans lesquelles les hommes et les activités se concentrent toujours plus.

2.1) Nouveaux réseaux, nouvelles infrastructures

Dossier p128-129 « Les chemins de fer, vecteurs de croissance et de modernisation »

L'augmentation de la vitesse permet la suppression ou le rapprochement des distances. La construction du **réseau ferroviaire** (1837, première ligne de chemin de fer de voyageurs) brise l'isolement des campagnes qu'il intègre, unifie les marchés, induit une baisse générale des prix, permet l'implantation d'industries nouvelles et provoque une polarisation sélective des hommes et des activités sur le territoire. Il faut en 1840 trois jours en malle-poste pour faire Paris-Brest, en 1882, 15 heures suffisent en train.

Sa réalisation mobilise d'importants **capitaux** que les banques vont apporter. Les industries de biens d'équipement sont ainsi dynamisées par de nombreuses commandes (sidérurgie, charbonnage, constructions mécaniques, bâtiment et travaux publics). Des **infrastructures** métalliques comme le viaduc de Garabit, permettent de dépasser les contraintes physiques et minimisent les obstacles aux déplacements. **De 1850 à 1869, la France passe de 3358 km à 16 994 km de voies ferrées.**

L'État de **Napoléon III** participe à ce volontarisme aménageur en facilitant l'intervention des acteurs économiques, mais aussi en initiant la **transformation de certaines régions** comme l'assèchement et le boisement des Landes ou l'irrigation du bassin de la Durance en Provence, dans le but de dynamiser les activités sur ces territoires en marge. Des canaux sont aussi aménagés comme le canal latéral de la Loire. De plus, le **traité de libre-échange signé avec le Royaume-Uni en 1860** renforce les activités économiques et commerciales des grands ports atlantiques comme Rouen, Nantes ou Bordeaux.

L'invention du **grand magasin** parisien (1852, ouverture du Bon Marché à Paris) illustre les progrès du commerce et la **concentration des activités dans les grands centres urbains**. Cette attractivité renforcée par une accessibilité facilitée est à l'origine d'un **basculement séculaire dans la répartition des français sur leur territoire.**

2.2) L'exode rural et la spécialisation des campagnes

Dossier p130-131 « Les campagnes françaises sous le Second Empire »

Les opportunités nouvelles provoquent le transfert progressif d'une partie de la population des campagnes vers les villes. La perspective d'un emploi dans l'industrie, le commerce et les services, la possibilité de rester en contact avec son village et sa famille, l'espoir d'une vie meilleure, entraînent de nombreux ruraux vers les grandes villes de provinces (Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux...) ou vers la capitale, Paris. **La population urbaine (qui vit dans une agglomération de plus de 2000 habitants) passe de 25 % en 1851 à 44 % en 1911.**

Mais ces transferts de population doivent être nuancés dans le temps, car ils restent lents (la population rurale restera majoritaire jusque dans les années 1930) et dans l'espace, car des **bourgs ruraux** se renforcent eux aussi et certaines régions agricoles incluses dans de nouveaux circuits économiques profitent de l'industrialisation. Cet exode rural est alimenté par des paysans en surnombre et des artisans des bourgs. Il concourt ainsi à la croissance des **métropoles régionales** qui concentrent activités commerciales et administratives. Enfin, si la population agricole diminue relativement aux autres secteurs économiques, elle ne baisse pas en valeur absolue. L'exode rural n'est donc pas un exode agricole.

Le train joue un rôle essentiel car il permet de transporter jusqu'aux campagnes les engrais (industries chimiques) qui permettent de meilleurs rendements, les machines (industries mécaniques) qui participent à la rationalisation des cultures et des parcelles, les journaux qui diffusent les informations (actualité des marchés, innovations culturelles...).

De plus, il permet aussi d'exporter les récoltes jusqu'aux consommateurs et d'écouler les stocks avec plus de souplesse en fonction de l'évolution de la demande.

Ces relations renforcées entre des activités industrielles et agricoles, entre les lieux de production et ceux de consommation, est à l'origine d'une interdépendance croissante entre les villes et les campagnes qui se spécialisent : industrie sucrière du Nord et betterave à sucre, industrie textile toujours dans le Nord et culture du lin, vignobles du Languedoc...

2.3) L'urbanisation

Photo « Vue aérienne de la place de l'Etoile »

Point de passage p122-123 « Le Paris d'Hausmann : la transformation d'une ville »

Des **gares**, symboles de cette civilisation industrielle naissante, sont construites dans les grandes villes. Le **réseau en étoile** qui reprend celui des grandes routes renforce la **polarisation parisienne** (gare du Nord, de l'Est, de Lyon, Montparnasse). **Le tissu urbain se densifie et la ville s'étend** sur ses périphéries en englobant progressivement les villages et les bourgs alentours et passe en 1860, de 10 à 20 arrondissements. A Paris, qui compte 1 million d'habitants en 1851, 1,8 millions en 1872, c'est la naissance des banlieues industrielles de la petite couronne.

Pour orienter et organiser un développement et une croissance chaotique, **Napoléon III** choisit de transformer Paris selon les plans du préfet **Hausmann**. Il s'agit ici de rationaliser l'espace urbain : de grandes artères sont percées comme les **grands boulevards**, des **perspectives** géométriques et spectaculaires sont aménagées comme la place de l'étoile, les alentours des monuments sont dégagés afin d'être visibles (Notre Dame), des **jardins et des bois** sont aménagés dans l'espace urbain (Vincennes, Boulogne, Montsouris, la Butte Chaumont), des **lignes d'omnibus** sont créées, des **égouts** évacuent les eaux usées et le **réseau de gaz** est installé. Les **façades** des nouveaux immeubles au style sobre et uniforme sont alignées le long des grands boulevards qui structurent l'espace urbain. On parle **d'Hausmannisation de Paris**.

L'objectif est de faciliter les circulations dans la ville, celles des hommes, des marchandises, de l'air dans une perspective hygiéniste, mais aussi de l'armée selon des considérations plus sécuritaires, les révolutions en France commençant toujours par des émeutes parisiennes comme en 1789, 1792, 1830, 1848.

Ces travaux ambitieux durent plus de 15 ans, de 1853 à 1869, et sont à l'origine de transferts de propriété qui attireront les **spéculateurs** dans des opérations immobilières très rentables.

D'autres villes françaises comme Marseille ou Montpellier vont être l'objet de telles transformations.

Toutefois ces projets peuvent se heurter à de vives résistances : par **conservatisme** parfois, par la critique d'une **recomposition sociale** des quartiers qui induit un rejet des classes les plus populaires du centre vers les périphéries, par la **dénonciation du jeu trouble de spéculateurs** parfois à la limite de la légalité... Malgré ce, le prestige de Paris s'impose mondialement comme lors de **l'exposition universelle de 1855** qui accueille 24 000 exposants venus de 36 pays.

Toutefois, ces résistances prouvent que les transformations profondes imposées par l'industrialisation ne font pas toujours l'unanimité.

3) Ses conséquences sociales

La rationalisation du travail et l'apparition de nouveaux métiers modifient en profondeur les structures sociales et les rapports des individus entre eux. Il faut alors repenser le monde tel qu'il va, soit pour légitimer le nouvel ordre des choses comme le font les libéraux, soit pour le ralentir comme le font les conservateurs, soit pour le contester comme le font les réactionnaires. Enfin, c'est la question sociale qui suscite de nouvelles réflexions et de nouvelles tensions.

3.1) Les transformations de la population active

Graphiques 1 p121 « La répartition de la population active »

La multiplication des nouvelles activités est à l'origine d'une augmentation de la **population active** (14 millions en 1851, 20 millions en 1906) dans une France où la population croît moins rapidement que dans les pays voisins (36 millions en 1850, 41 millions en 1900).

On assiste aussi à une redistribution de cette population dans les 3 secteurs d'activité.

Le secteur primaire diminue en valeur relative (51 % en 1851, 43 % en 1906) mais se maintient en valeur absolue.

Le développement de l'industrie renforce les effectifs du **secteur secondaire** qui toutefois stagne en valeur relative : 31 % en 1851, 29 % en 1906.

Enfin, c'est le développement du commerce et de l'administration qui participe à l'augmentation des effectifs du **secteur tertiaire** en valeur relative et absolue : 17 % en 1851, 26 % en 1906.

Cette présentation qui juxtapose paysans, cols bleus et cols blancs doit être nuancée du fait de la persistance des petits métiers (artisanat, boutiques), par la **mobilité des actifs** qui cumulent parfois plusieurs emplois dans des secteurs différents (comme le font les paysans de la Creuse qui deviennent maçons à Paris pendant la morte saison) et par les perspectives de mobilités sociales accrues.

Pour les employés, le salariat se généralise et permet une plus grande visibilité matérielle qui permet parfois le recours au crédit.

La part des femmes dans la population active augmente aussi, car désormais salariat et travail en usines (surtout textiles) officialisent une contribution importante de leur part dans les activités économiques qui a toujours existé mais qui était souvent masquée dans les activités agricoles et commerciales traditionnelles.

Dossier p132-133 « Au Bon Marché, temple de la consommation »

La logique industrielle de production de masse impose une société de consommation stimulée par la **publicité**. **Les grands magasins** en sont les réalisations les plus abouties comme le Bon Marché qui ouvre à Paris en 1852.

Graphique 2 p121 « Consommation moyenne par tête & par jour »

Conséquemment à la baisse des prix et à l'augmentation de l'offre, fonctionnaires, commerçants, professions libérales, artisans, mais aussi parfois, paysans et ouvriers... voient leur **niveau de vie** augmenter et accèdent à un confort matériel que les français du XVIII^e siècle auraient eu peine à imaginer (alimentation, habillement, logement).

3.2) La question sociale

Point de passage p126-127 « La loi de 1864 sur le droit de grève »

Les **conditions de vie des ouvriers** dans les nouvelles usines, présentées par quelques « sociologues » comme Frédéric **Le Play** suscitent toutefois de nombreux commentaires.

La **législation du travail** est encore quasi inexistante et le patronat, souvent focalisé uniquement par le profit, se crispe sur ce que certains commencent à nommer la **question sociale** et il confond souvent charité et justice sociale.

Sa réaction face aux revendications ouvrières oscille entre répression et paternalisme. Par exemple, le 16 juin 1869, à la Ricamarie à côté de Saint Etienne, l'armée tire sur une foule venue réclamer la libération de grévistes arrêtés : bilan 14 morts.

Face à cette non considération, les ouvriers revendiquent de meilleures conditions de travail. Ils contestent la mécanisation (accidents et chômage), l'intensification et la rationalisation (aliénation à la machine et au contremaître) réclament de **meilleurs salaires, une réduction des horaires, une législation sur les accidents du travail, sur le travail des femmes et des enfants, sur les retraites.**

Ils tentent d'organiser une action syndicale malgré la vive opposition du patronat et les fortes réserves de l'État.

Certains organisent sous la conduite de **Marx** la réunion de la **première internationale ouvrière** à Londres en 1864 et participent ainsi de la structuration des premiers syndicats et **partis politiques socialistes** en Europe.

C'est aussi en 1864 que l'État concède le droit de grève malgré le refus du patronat. Cette concession est motivée par la peur des émeutes ouvrières qui pourraient se transformer en insurrections, comme en juin 1848, mais aussi par l'intérêt que porte depuis longtemps **Louis Napoléon Bonaparte** aux idées socialistes. Toutefois l'exercice de ce nouveau droit reste limité car le droit de réunion est toujours prohibé même si les **syndicats sont tolérés à partir de 1866.**

La méfiance envers les syndicalistes reste élevée et l'établissement du **livret ouvrier** est l'outil qui permet une surveillance policière.

3.3) Les nouvelles idéologies

Le **libéralisme** est une pensée politique, économique et morale issue de la Philosophie des Lumières du XVIII^e. Le libéralisme économique est formulé par l'Écossais **Adam Smith** (1776). Il pose pour base que le **moteur de l'économie est l'initiative individuelle privée**, selon l'idée que ce qui incite l'individu à travailler et à épargner c'est la perception de son propre intérêt.

Dans ce cadre, **l'intérêt général est la somme des intérêts particuliers.** Par conséquent, les principes du libéralisme sont la **libre entreprise** qui permet l'initiative privée, la **libre concurrence** qui favorise les produits les moins chers à qualité égale et le **libre-échange** qui favorise le commerce.

L'État doit donc respecter la propriété privée et ne pas intervenir dans l'économie, ni fixer des réglementations abusives, ni exiger une fiscalité trop lourde.

Avant 1848, se développe le **socialisme « utopique »** qui propose de penser une autre organisation de la société pour limiter les conséquences sociales de l'essor du capitalisme : **Saint Simon**, **Robert Owen**, **Fourrier** (phalanstères)

Marx et Engels rejettent totalement le système capitaliste. Ils élaborent un « socialisme scientifique » dans le **manifeste du parti communiste en 1848** : L'histoire de l'humanité se résumerait à une **lutte des classes** entre dominants et dominés. A l'époque industrielle, selon eux, cette lutte oppose **bourgeois** et ouvriers (**prolétaires**). Ils invitent donc les ouvriers de tous les pays à se regrouper dans des **partis socialistes** pour préparer une **révolution** et établir la **dictature du prolétariat**. La propriété privée serait alors abolie. Les classes sociales disparaîtraient pour donner naissance à une **société égalitaire : la société communiste**. **Marx** fonde la **première Internationale ouvrière en 1864**. Ce mouvement donne aussi naissance à la **lutte syndicale**.

Les anarchistes contestent encore plus le capitalisme. **Proudhon** est **hostile à toute forme de soumission** (patron, État, lois) et souhaite organiser une société sans gouvernement, fondée sur la raison & la libre association d'individus. Le moyen d'action privilégié est la **grève générale**.

Au contraire, certains socialistes préfèrent agir au sein des gouvernements dans la société capitaliste plutôt que de la rejeter par la révolution. Ils sont **réformistes**, patriotes et républicains comme **Jean Jaurès**.

Le **catholicisme social** ne remet pas en cause l'économie capitaliste libérale mais cherche à en corriger les effets les plus négatifs sur le plan social. Il répond au devoir de **charité** exigé par le christianisme. Il encourage le patronat à prendre des **mesures sociales** envers les ouvriers (construction de logements décentes, d'écoles, d'hôpitaux). On parle à ce sujet de **paternalisme** des patrons à l'égard des ouvriers (**Schneider**).

Les **traditionalistes** sont hostiles aux « faux dogmes de 1789 » (liberté, égalité, droit de révolte) qu'ils opposent aux « vrais dogmes » morale, hiérarchie, autorité. Ils affirment la primauté de l'agriculture, **rejettent la civilisation industrielle**, la ville et se méfient de l'État comme de tout ce qui apparaît comme moderne.

Conclusion

Sous le Second empire, l'État encourage l'industrialisation de la France, provoquant une modernisation des campagnes et un essor des villes où apparaissent de nouvelles hiérarchies sociales génératrices de tensions.

Révisions p136-137